

Non au fichage politique !

Qui mettra-t-on dedans ?

MOYENNANT quelques précautions, la CNIL vient de donner son accord à la création d'un « fichier du terrorisme » de 60 000 références.

Les responsables de la police disent qu'il ne s'agit pas d'un fichier des « suspects » comme celui qui fiche deux millions de personnes pour le compte du Bundes Kriminal Amt en RFA. Mais y a-t-il 50 000 terroristes en France ? Et que veut dire dresser la liste « d'individus signalés par leurs actions et leurs fréquentations » sinon satisfaire la vieille logique policière des recoupements, des croisements, des filiations, bref une mécanique du soupçon.

La CNIL dit que ne doivent figurer dans le nouveau fichier « *que les personnes si sont connues pour leur activités terroristes ou le soutien apporté à ces activités, ou celles qui sont en relation non fortuite avec ces dernières* ».

Oui, on ne fichera pas comme en Allemagne tous les voyageurs qui se trouvent dans le même train qu'un terroriste, mais nombre de données concerneront des personnes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme dont le nom serait utile pour faciliter les recherches. En effet, ce fichier n'a d'intérêt pour la police que s'il contient tous les noms des personnes dont la police pense à tort ou à raison qu'elles peuvent devenir terroristes, ou qu'elles sont susceptibles de les aider et de les fréquenter : anciens militants de l'extrême-gauche, nationalistes, séparatistes, militants antinucléaires, extrême-droite, étrangers bénéficiant d'un droit d'asile, etc.

D'autre part, il n'est pas précisé qui alimentera ce fichier, et comment ? Enfin, peut-on avoir confiance dans une police qui n'a jamais procédé à aucun apurement, à aucune mise à jour de ses fichiers. Les Renseignements généraux disposent de plus de 22 millions de fiches manuelles... sans parler des millions et des millions de fiches de la gendarmerie dont une bonne partie date du régime du Vichy. L'ordinateur de la DST traite un million 200 mille références !

Que peut-on faire avec l'ordinateur qui a été choisi ?

La CNIL a déclaré qu'il ne devait pas y avoir d'interconnexion avec d'autres fichiers, elle souhaite qu'il ne soit pas possible d'effectuer un tri sur critère (appartenance à un parti, à un syndicat). Mais le Mini 6 de CII-Honeywell Bull qui fonctionnera dans les sous-sols du ministère de l'Intérieur permet de faire tout cela et beaucoup plus encore. On parle d'un maximum de 60 000 références, mais une configuration Mini 6 avec 8 disques est du domaine du raisonnable. On peut

ficher environ 250 000 personnes par disque, alors 60 000, 600 000 ou 2 millions de références ! La publicité du constructeur nous rappelle que le Mini 6 est spécialement conçu pour une gestion de fichier « organisée », « sûre », « sans risque », « souple » ; elle insiste sur les possibilités d'interconnexion avec échange de fichier pour laquelle existe un logiciel spécifique (FTL : File Transfer Facility). On peut aussi imaginer des moyens plus rudimentaires, mais tout aussi efficaces d'un point de vue policier : transport de disque, mise côte à côte de visus dans le local de la rue des Saussaies. Le Mini 6 offre des possibilités étendues de transcodage (passage d'un code à un autre), de recherches multicritère (tri ou recherche sur plusieurs critères) et enfin par le réseau DSA il est compatible avec les ordinateurs de la plus haute puissance.

Que pèseront les quelques verrous de la CNIL et surtout qui les contrôlera ? Face à autant de possibilités techniques c'est un contrôleur derrière chaque policier utilisateur du système qui serait nécessaire !

Existe-t-il des garanties contre un usage liberticide de cet instrument

Comme nous venons de le voir, il n'y a aucune garanties technique et l'habilitation des 250 fonctionnaires qui auront le droit d'utiliser les 50 terminaux prévus aujourd'hui, ne constitue pas un verrou. Pour qui vit en permanence dans un centre informatique pour peu qu'il soit un peu « spécialiste » les codes et les mots de passe ne constituent pas des obstacles infranchissables. Des enfants de treize ans aux USA en ont fait la démonstration.

Et peut-on avoir confiance dans la police quand on sait que cinq mois après l'arrivée de Gaston Defferre place Beauveau, alors que la décision de supprimer la carte d'identité informatisée avait été prise ; l'Inspection Générale de l'Administration enquêtait sur un projet de fichage généralisé (Fichier générale des références) compatible avec le fichier servant à la gestion des cartes d'identité informatisées. Que valent les garanties juridiques ? Pour croire à l'efficacité des « verrous » mis par la CNIL, il faudrait que chacun puisse connaître le contenu exact du projet présenté par le ministère de l'Intérieur, ce qui n'est pas possible puisque ce projet est considéré comme couvert du secret de la raison d'Etat.

Et peut-on avoir confiance dans la CNIL qui moyennant quelques « verrous » avait « blanchi » le projet de la carte d'identité informatisée, supprimée, parce qu'atten-

tatoire aux libertés par Gaston Defferre lors de son arrivée au ministère de l'Intérieur. Et ne comptons pas sur Chirac ou sur un secrétaire d'Etat UDF à la police pour supprimer un tel fichier lors de leur éventuel retour au pouvoir.

Savons-nous quel usage ils en feront ? Ce sont les outils informatiques de l'Unité populaire qu'a utilisé Pinochet contre les militants ouvriers lors du coup d'Etat au Chili.

Nous ne savons pas si le fichier du terrorisme permettra d'arrêter beaucoup de terroristes, mais il est sûr qu'il constitue déjà, une menace potentielle pour chacun d'entre nous.

Face à la croissance des moyens du contrôle de l'Etat sur la société, que constitue tout fichier de police, la CNIL organe administratif est disqualifiée car lorsqu'elle intervient elle cherche plus à désamorcer la peur que suscite certains projets (le casier judiciaire parallèle de la gendarmerie par exemple) qu'à limiter l'emprise de l'Etat.

Que faire ?

L'efficacité de ce fichier par rapport au but avoué n'est pas prouvée, car les vrais terroristes ont tous les moyens pour éviter le fichier. La question que pose la création du fichier du terrorisme est celle de la légalisation du fichage politique en France. Car comment distinguera-t-on les opinions des comportements induits par ces opinions finalement sous prétexte de lutte contre le terrorisme de nombreux militants se trouveront épiés, fichés.

Peut-on croire à un « fichage propre » comme le pensent certains responsables du PS ? La police va-t-elle épurer et nettoyer ses fichiers ? Les vider régulièrement à l'avenir. Respecter d'elle-même les recommandations de la CNIL ?

Le projet actuel est infiniment dangereux pour les libertés, c'est pourquoi il faut demander sa suppression, mais il ne faut pas en rester là car d'autres projets surgiront. C'est à la société dans toutes ses formes, d'exercer un contrôle politique et technique sur toutes les opérations de fichage, notamment par un organe de contrôle réellement indépendant, désigné par les partis et les syndicats. Il faut aussi obtenir un contrôle décentralisé en reconnaissant le droit des sections syndicales, des comités d'entreprise, ou des associations de consommateurs de contrôler et d'empêcher les fichages où qu'ils soient. Dès maintenant, chacun d'entre nous pourrait montrer que cette question ne le laisse pas indifférent, en exerçant son droit d'accès sur les fichiers de la police, droit qui pour être efficace devrait pouvoir être exercé collectivement.